



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Lille, le 13 décembre 2018

Communiqué de presse

LE PRÉFET PRONONCE LA FERMETURE DE LA SALLE DE PRIÈRE AS-SUNNAH D'HAUTMONT



Le 13 décembre 2018, Michel Lalande, préfet du Nord, a fait notifier, par les services de police, l'arrêté de fermeture, pour une durée de six mois, de la salle de prière *As-Sunnah* d'Hautmont. Cette décision remise en mains propres aux responsables de la salle entrera en vigueur dans 48 heures, soit le samedi 15 décembre à 14 heures 30.

En application de l'article L. 227-1 du code de la sécurité intérieure, « *aux seules fins de prévenir la commission d'actes de terrorisme* », Michel Lalande, préfet du Nord, a prononcé la fermeture de cette salle de prière, car les idées qui y sont diffusées et les activités qui s'y déroulent provoquent à la violence, à la haine et à la discrimination et font l'apologie d'actes de terrorisme.

C'est ainsi que les propos tenus lors de prêches ont clairement provoqué à la haine et à la violence envers les non-croyants. De même, des conférences ont été organisées au sein de ce lieu de culte, au cours desquelles les intervenants ont tenu des propos de même nature.

Compte-tenu des éléments recueillis par les services spécialisés et de la diffusion récurrente de messages de provocation à la violence, Michel Lalande a ordonné la fermeture de la salle de prière *As-Sunnah* pour une durée de six mois.

Cette action s'inscrit dans une stratégie globale de lutte contre les extrémismes de quelque nature qu'ils soient et qui peuvent mettre en danger la cohésion et la sécurité nationales.

Cette fermeture confirme le caractère résolu de l'action des services de sécurité dans le Nord. Elle intervient quelques semaines après celle du centre Zahra de Grande-Synthe et alors que, en un an, Michel Lalande a fait procéder à 15 visites domiciliaires chez des individus connus pour leur radicalisation.

Dans le contexte actuel, Michel Lalande, tient à rappeler l'engagement de l'ensemble des services de l'État pour assurer la sécurité de nos compatriotes notamment en cette période de fêtes de Noël.